

Paris, le 7 mars 2023

Communiqué :

Pauvreté, Précarité, Inflation

Femmes solidaires décrète l'ETAT D'URGENCE

Chaque année, fort de son expérience dans toutes les régions de France, Femmes solidaires dénonce les inégalités territoriales persistantes et la féminisation de la pauvreté. **Les femmes témoignent, dans nos permanences et lors de nos rencontres, de leurs difficultés, leur stress, leur inquiétude.** Considérée principalement sous l'angle de la privation économique, la pauvreté est aussi matérielle et sociale (logement, santé, accès à internet, loisirs, vacances, etc) et les femmes en sont les premières victimes : le taux de pauvreté des femmes s'élève à 15,2 % contre 14,3 % pour les hommes. C'est vrai nous avons la sensation de nous répéter, pourtant aucune mesure n'est prise pour enrayer la pauvreté des femmes.

Les vagues d'austérité successives, la crise sanitaire de la COVID 19, la guerre en Ukraine, l'augmentation des prix alimentaire de 11,8 %, ceux de l'énergie de près de 20 %, rendent toujours plus difficile se nourrir, se chauffer, s'éclairer. Ces difficultés s'inscrivent dans la réalité de notre société : tout le monde n'est pas protégé pour y faire face. Et les femmes sont particulièrement impactées.

L'évolution des politiques publiques n'est pas favorable à l'égalité et les causes de la féminisation de la pauvreté sont majoritairement le résultat des inégalités professionnelles qui se cumulent tout au long de leur vie et d'un système capitaliste qui aggravent le cycle de leur précarité. Aucune réforme n'a éliminé les inégalités salariales, ni les temps partiels imposés, les interruptions de carrière pour élever les enfants et autres aléas de la vie. Aucune mesure coercitive pour les entreprises n'est prise puisque les femmes touchent encore 22 % de moins que les hommes, 78 % des temps partiels sont imposés par les employeurs sous forme de contrats modulables et elles occupent 70 % des emplois en CDD et intérim. Nous en avons assez des bons sentiments.

La réforme des retraites traduit les choix de notre société, particulièrement indignes. Les retraites des femmes sont inférieures de près de 40 %, plus de la moitié des femmes retraitées touchent une pension inférieure à 900 euros. Et le gouvernement leur demande de travailler plus longtemps encore. **La triple peine : temps partiel imposé, carrière hachée, pension diminuée ou carrière allongée. La réforme des retraites est la goutte d'eau qui fait déborder le vase des inégalités professionnelles.**

L'isolement et pauvreté se conjuguent et sont aggravées par les inégalités territoriales qui prennent des aspects particuliers pour les femmes : désengagement de l'Etat en termes de services publics de la petite-enfance, de l'éducation, de la santé, des transports... Elles se privent de soins pour faire face aux dépenses pour leurs enfants. De plus, l'éloignement des structures médicales, les déserts médicaux impliquent des déplacements hors de la



zone de résidence qui engendrent un coût pour leur budget, ce qui dégrade encore leur santé. En outre, les aides financières trop complexes à obtenir rendent également compliqué l'accès aux soins. Rappelons qu'un tiers des bénéficiaires potentiels de la CSS (ex-CMU-C) ne la demande pas.

Notre mobilisation nationale contre la féminisation de la pauvreté est un combat social et féministe pour l'égalité et la dignité des femmes. L'indépendance financière des femmes est l'une des clés de l'émancipation et de la justice sociale.

Selon le FMI lui-même, l'égalité femmes-hommes augmenterait la croissance à moyen et long terme des pays en améliorant les perspectives économiques des femmes.

Femmes solidaires lance une grande campagne pour dénoncer la pauvreté des femmes. Des actions pour rendre visible et donner confiance aux femmes : conquérir une image publique qui rende leur dignité aux femmes et participe à faire progresser leurs droits. Pendant ce printemps de la révolte sociale, nous allons encourager les femmes à s'exprimer sur leur situation par le biais de cartes témoignages. **Il est temps de libérer la parole sur une des violences sexistes trop souvent restée sous silence : la pauvreté des femmes.**

Contact : 01.40.01.90.90